

jusqu'au dernier des Lip

Le plan Neuschwander est maintenant connu. Il a comme un goût de victoire et pourtant ce n'est pas encore la victoire. Sur le papier, aujourd'hui pas de démantèlement, pas de licenciement, mais encore beaucoup de pages blanches à remplir.

Lip, ce serait un holding avec deux filiales, Spemelip, et une société horlogère. Il manque encore le nerf de la guerre : le financement.

Le gouvernement s'est engagé pour un milliard, Riboud et Gillet y seront de la poche de leurs entreprises. Bien. Mais il faut le concours des banques nationalisées et aucun engagement définitif n'est pris sur ce point. Ce qui veut dire que plus que jamais nous devons maintenir la pression par notre action envers la Société Générale.

Il ne s'agit pas de diminuer le rapport de forces au moment où il devient décisif. Que le Pouvoir le sache dès maintenant : nous n'accepterons pas une mise en échec du plan parce qu'une nouvelle fois une banque nationalisée, sur ordre direct ou indirect, refuse son concours. Et même si tout cela est acquis il manquerait encore de l'argent. Ce sera à négocier entre le ministère du développement et les industriels concernés.

Ne crions pas victoire trop tôt. Notre seule certitude, c'est que le gouvernement est forcé de faire la démonstration que le plan Giraud ne tenait pas la route. Les travailleurs de Lip, le PSU, le Cabinet Syndex, la CFDT le disaient. Aujourd'hui, il est forcé de l'admettre. C'est en jouant la carte de la dimension européenne que Lip a un avenir. Les travailleurs de Lip ont eu raison de voter contre le plan Giraud, non seulement sur le problème de la garantie de l'emploi, mais aussi et sans doute surtout contre son projet industriel. 6 mois, un an après, le problème Lip se serait reposé n'en déplaise à la CGT.

Reste le « **pas de licenciement** », sur ce point, pour le moment, aucune garantie sur ce point. Le projet est bâti sur le fait que pour tenir, il faut utiliser tout le potentiel technique des Lip. C'est une

réalité économique, mais politiquement, le Pouvoir peut essayer de faire blocage au redémarrage. 400 travailleurs environ sont prévus. Il en reste 500. Ceux-là doivent aller en formation professionnelle et être repris avant le 31 décembre. Comme il n'y a aucune garantie formelle, nous pouvons envisager deux hypothèses :

La première - la plus favorable - répond à une réalité de l'entreprise : lancer une bataille industrielle dans l'horlogerie et la mécanique de très haute précision, cela nécessite un certain nombre de conversions techniques. Il faut donc former professionnellement les travailleurs.

La deuxième hypothèse, c'est le coup de pied de l'âne : l'on envoie 500 salariés en formation et le soutien à Lip ayant diminué devant ce qui apparaît comme une victoire, le Pouvoir, pour se venger invoque de pseudo-raisons économiques pour les mettre en chômage.

Notre soutien, notre vigilance doivent se poursuivre jusqu'à ce que le dernier des Lip soit réembauché à l'usine de Palente.

Dernier point enfin : le statut social des travailleurs. Là-dessus, rien. Un négociateur doit être nommé par les industriels. Ils seront tentés de jouer une carte. La situation se débloquent apparemment à Lip, on serre au maximum la vis pour rabattre le caquet de ces travailleurs qui ont osé se dresser contre le droit divin patronal. Ils joueront alors sur une incompréhension de l'opinion publique devant un refus des Lip du statut social proposé.

Outre-Rhin

LIP, la solidarité pour la lutte des travailleurs de Lip continue à se manifester en Allemagne de l'Ouest. Ainsi le film tourné en été dernier par la commission de popularisation de Lip vient d'être présenté pendant deux jours au public de Hambourg, et avec gros succès, afin de « manifester son soutien à Lip et de tirer les leçons de la lutte ». La moitié des recettes et des collectes servira à soutenir financièrement les Lip.

Comme cela a déjà été le cas depuis l'automne dernier dans de nombreuses villes de Répu-

bliques fédérales une copie a été mise à la disposition de plusieurs dizaines de groupes syndicaux, ouvriers apprentis, étudiants et groupes politiques (de toutes les tendances de gauche) de la région de Hambourg, par un collectif socialiste de location de films.

Par ailleurs, un groupe de Francfort tourne actuellement un film sur Lip à Besançon même.

Corr.

Dès maintenant, nous devons maintenir entière notre vigilance afin d'empêcher le patronat de proposer aux Lip un statut social inacceptable.

Rien n'est fini à Lip. Ne crions pas victoire. Or-

ganisons la suite de notre combat. Lip peut vivre, Messmer le sait. Lip vaincra, Messmer cédera !

Alain RANNOU ■



AVERTISSEMENT AVEC FRAIS

Alain Rannou le rappelle dans son article : pour que Lip vive définitivement, il faut trouver un financement au plan Neuschwander. Par « **Société Générale** » interposée, le Gouvernement avait empêché la réalisation du plan **Interfinexa**. Le lancement de notre campagne sur la Société Générale constituait à la fois une riposte et un avertissement dans le cas où elle maintiendrait son refus pour d'autres projets industriels. Cet avertissement vaut aussi bien sûr pour d'autres banques nationalisées qui, comme la BNP, qui avait donné son

accord au plan Interfinexa, vont se trouver également concernées cette fois-ci.

Cet avertissement n'est pas « **sans frais** », c'est le moins que l'on puisse dire. Nous savons de source sûre que, selon la Société Générale elle-même, notre campagne a déjà provoqué le retrait de 3.000 comptes. Il n'y a pas un militant du PSU sur trois qui ait un compte dans cette banque. C'est donc que la campagne a déjà largement débordé le seul réseau du PSU.

Par ailleurs, nous recevons de plus en plus de coupures de presse envoyées par nos camarades de province qui signalent la multiplication et l'écho rencontrés en France par cette action. Nous continuons donc aujourd'hui notre campagne de pression sur le thème « **Tant que la Société Générale ne donnera pas un sou à Lip, pas un sou pour la Société Générale** ».

Et nous vous suggérons par conséquent de lui signifier ainsi par lettre les raisons de notre action :

Monsieur

La Société Générale a déjà fait échouer un plan de relance de Lip, le plan Interfinexa, en refusant le concours financier qui lui était demandé.

Aujourd'hui, un nouveau projet peut assurer la relance de Lip. Tant que vous n'aurez pas manifesté votre accord pour fournir ce concours financier nécessaire, vous ferez la démonstration que ce ne sont pas les clients, mais bien les banquiers qui ont, chez vous, « le sourire de satisfaction ».

Pour l'heure donc, et en attendant que votre direction révise son attitude, je prends toutes dispositions pour retirer mon argent de votre banque.

Signature